

La croissance économique au prix du démantèlement social?

NON aux mouvements migratoires qui ne servent
qu'à optimiser les profits des multinationales



Contrôle sur un chantier en Allemagne



Manifestation à Cologne :
«Chômage, Pauvreté, Conditions indignes»

Que signifie la «libre circulation des personnes»?

Au terme de la période transitoire négociée, il n'existera plus de contingents d'immigration. La liberté totale de circulation des personnes entrera en vigueur en 2007 avec les anciens pays de l'UE et en 2011 avec les nouveaux venus.

«Libre circulation des personnes» signifie que:

- Chaque citoyen de l'UE a le droit d'immigrer en Suisse avec sa famille.
- Chaque citoyen suisse a le droit d'aller s'établir avec sa famille dans un pays de l'UE à titre d'indépendant, de salarié bénéficiaire d'un permis de séjour de longue ou de courte durée, de frontalier, de retraité ou d'étudiant. Les entreprises de services peuvent «déta-cher» leurs salariés pour la durée de leur contrat.
- L'acquisition de terrains et de biens immobiliers est autorisée.
- Les citoyens de l'UE ont les mêmes droits que les autochtones en matière de travail, de retraites, de protection sociale, d'indemnités de chômage, d'aide sociale, d'allocations familiales, de réduction de primes, de mesures de réintégration, d'assurance maladie, etc. (interdiction de toute discrimination). Les périodes de cotisation dans d'autres Etats de l'UE doivent être prises en compte.
- Les prestations des assurances doivent être versées intégralement quel que soit le pays de résidence («exportation» des prestations sociales).
- Le permis de séjour est toujours valable pour toute la Suisse. Il ne peut pas être retiré pour cause de chômage involontaire, de maladie ou d'accident. Les membres de la famille ont également libre accès au marché du travail.
- Les diplômes valablement obtenus dans un pays sont reconnus dans les autres pays (re-connaissance mutuelle des diplômes).

La Suisse devrait être le dernier pays d'Europe à être intégré dans le concept d'économie mondiale néolibéral de l'UE et de l'OMC.

Les entreprises et les investisseurs auront libre accès à tous les marchés. Les acquis des mouvements ouvriers – assurance vieillesse et autres, prestations sociales, sécurité de l'emploi, paix du travail – vont tous disparaître car ils sont considérés comme des obstacles au commerce, et par conséquent comme des facteurs de «discrimination». Les entreprises transnationales demandent de plus en plus souvent l'abolition de toutes les contraintes, qu'elles soient destinées à protéger les travailleurs ou l'environnement. Le salarié le plus recherché est celui qui se contente du salaire le plus bas et de la protection sociale la plus faible. Plus l'Europe est centralisée plus il est facile de dicter aux individus leurs conditions de vie et de travail sur une large échelle.

Aujourd'hui, l'industrie est en mesure d'assurer les productions nécessaires avec une partie seulement de la main-d'œuvre disponible. Les travailleurs seront en position de faiblesse si ce concept économique, qui ne connaît ni frontières ni droits, est introduit.

Tirer profit de la détresse sociale?

Dans tous les pays qui ont abandonné leur économie locale au «marché» et à la «libre circulation des personnes» on assiste en peu de temps à la ruine de l'autosuffisance. Il en résulte des armées de chômeurs.

Les sociétés et leur culture dépérissent, ce qui entraîne de gigantesques crises sociales qui se répercutent sur plusieurs générations. Le nombre des emplois précaires augmente considérablement dans toute l'Europe. Plus personne n'est sûr de pouvoir conserver son emploi. Les entreprises appellent cela «flexibilisation du travail». Le travail au noir augmente. Dans la seule Allemagne, on compte 9 millions de per-

sonnes qui se débrouillent grâce à l'économie souterraine.

Rester aux commandes

Grâce à la démocratie directe, qui n'a cessé de se développer, nous disposons de droits importants en matière de participation à l'organisation de la société et à la prise de décisions. Aussi sommes-nous responsables de notre Etat. La démocratie signifie que les domaines vitaux sont entre les mains de la population et que chacun doit en disposer mais qu'il doit aussi en assurer la sauvegarde. Il s'agit notamment de l'alimentation, de l'éducation, de l'énergie (électricité, gaz, etc.), de l'eau, des terres, des forêts, des transports, des communications et des structures économiques. Tous ces secteurs ne peuvent être contrôlés démocratiquement que dans des espaces réduits. Plus les structures sont grandes et centralisées, moins les hommes ont d'influence. Ils sont davantage exposés aux abus.

La paix et la liberté pour tous

Mettons un terme à cette politique économique hégémonique, démesurée et inhumaine. Elle détruit les fondements de la liberté et de la solidarité de même que les structures sociales des pays européens. Un jour ou l'autre, les hommes se soulèveront contre cette injustice et cette exploitation. Cette forme d'économie n'est pas un concept de paix.

Un petit Etat comme la Suisse qui, au détriment de ses intérêts, livre sa population à la lutte mondiale pour le pouvoir et le profit, s'affaiblit, perd sa force morale et ses repères. De nombreuses personnes dans le monde entier considèrent notre démocratie directe comme un modèle d'Etat humain. Engageons-nous en faveur de la sauvegarde des acquis humains capitaux, et cela pour l'avenir de tous les peuples asservis et celui de notre jeunesse. Nous pouvons faire mieux que d'accepter à la légère un modèle de société impraticable et inhumain.

En conséquence, le 25 septembre, disons

NON à l'extension de la «libre circulation des personnes»

Comité fédéral pour une Suisse souveraine, neutre et démocratique
Case postale 2959, CH-8033 Zurich, Tél.: 044 350 72 75 Fax: 044 350 72 76, CCP 87-745508-5

www.discours-libre.ch